

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy d'Anjou

Saint-barthélémy d'Anjou, le 03 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMAB

ZI du Pavement
BP 23
53400 Craon

Références : 2024-122_INSP_SAMAB_Craon_RAP

Code AIOT : 0006303698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SAMAB implanté ZI du Pavement BP 23 53400 Craon. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée selon 2 contextes:

- analyse d'un accident et rapport d'accident;
- action nationale 2024 "gestion de crise" sur la rétention et le confinement des eaux d'extinction

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMAB
- ZI du Pavement BP 23 53400 Craon
- Code AIOT : 0006303698

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine pour la fabrication de produits de nutrition animale comportant un silo et des installations de stockage de céréales. Ce site existe depuis 1967 et emploie 45 salariés dont 20 présents toute l'année.

Il constitue une filiale du groupe Terrena depuis 1990 (précédemment appartenant au groupe Cana, qui ayant fusionné avec Caval et GCA, a créé Terrena en 2004).

La capacité de production d'aliments pour animaux (granulés, miettes, mâche) est de 100 000 t par an (70 % à destination des bovins, et 30 % pour la filière porcine). La production s'élève actuellement à 88 000 tonnes/an.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Récolement
- AN24 Rétention

Thèmes de l'inspection :

- Pollution
- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Levée de Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/12/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis une première fiche de notification de l'accident. Elle devra cependant être

complétée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Autre, Accident
Prescription contrôlée : Article R512-69 L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des Installations Classées (IC) a reçu le 15/04/24 un signalement du Service d'Assainissement Collectif et Non Collectif de la Communauté de Communes du Pays de Craon : un riverain de la rue de la gare à Craon a indiqué avoir constaté une odeur et un écoulement suspects le 12/04/24 vers 15h30-16h. En remontant le réseau, le service ACNC a constaté que l'écoulement provenait de l'entreprise SAMAB. L'entreprise a été prévenue par téléphone puis rencontrée sur place. Un échantillon a été prélevé en sortie de site et sur le réseau (à 280 m de l'exutoire sur l'Oudon) et l'échantillon a été analysé. Les résultats sont : <ul style="list-style-type: none">- 189,25 mg/L en ammoniac- 235 mg/L en azote global Le volume rejeté n'a pu être quantifié. Toutefois, l'entreprise SAMAB a indiqué qu'un nettoyage haute pression à l'origine probable de l'écoulement aurait eu lieu depuis le 12/04/24 matin. L'exploitant a contacté le service des IC le 15/04/24 pour l'informer de l'accident et a transmis la fiche de notification d'accident. L'inspection s'est rendue sur site le 16/04/24. L'exploitant déclare dans sa fiche accident que le contenu de la cuve de confinement qu'il n'estimait rempli que par uniquement de l'eau de pluie (contrôle visuel seul et absence d'incident pendant la période d'août 2023 à maintenant), a été vidangée pour partie dans le réseau eaux pluviales pour la remettre en configuration vide. Cette vidange a été arrêtée suite à l'alerte du service assainissement. L'exploitant indique qu'environ 8 m ³ aurait été relâchés dans le réseau eaux pluviales. L'exploitant indique que suite à l'accident environnemental d'août 2023, l'ensemble des installations a été nettoyé. Dans sa fiche accident, l'exploitant indique que « lors d'une réception de liquide, l'électrovanne est basculée pour diriger les liquides de l'aire de dépotage vers la cuve de confinement. En

l'absence de réception, cette vanne est orientée vers les eaux de pluie. Pendant les travaux de réfection de la cuvette de rétention pour terminer son étanchéité (15 jours environ), la vanne a été positionnée vers la cuve de confinement dans l'éventualité de coulures de liquides. »

A la fin des travaux et compte tenu des intempéries, l'exploitant a constaté une quantité importante de liquide dans la cuve (40 m³ pour une capacité totale de 60 m³) et a entrepris de vider la cuve le 12/04 dans le réseau eaux pluviales pensant qu'elle ne contenait que de l'eau. Il déclare l'absence d'incident pendant la période d'août 2023 à maintenant.

Lors du contrôle, l'inspection a noté que le gros œuvre de la cuvette de rétention des cuves de stockage de Matières Premières était achevé; l'exploitant a indiqué qu'il restait à terminer l'étanchéité du sol de la cuvette. Il n'y avait pas de liquide dans la cuvette (facture du 29/03/24 pour travaux sur la cuvette de rétention transmise par mail de l'exploitant du 22/04/24).

L'exploitant a également transmis 2 factures sur la réfection du circuit Protéilic en inox et la mise en place d'électrovannes à l'entrée et sortie de la cuve Protéilic (factures du 12/03/24 et 23/09/23).

L'exploitant indique:

- qu'à la demande du Service d'Assainissement Collectif et Non Collectif de la Communauté de Communes du Pays de Craon un traçage des réseaux va être réalisé depuis Samab
- qu'il va procéder à une analyse du contenu de la cuve de confinement.

L'échantillon de la cuve (analyse menée par le Service d'Assainissement Collectif et Non Collectif de Craon/mail exploitant du 17/04/24) indique une assez forte concentration en azote :

- 100 mg/L en azote ammoniacal
- 110 mg/L en azote global.

Ces relevés ne respectent pas les dispositions de l'arrêté du 02/02/98 article 32 pour un rejet au milieu naturel et il est demandé à l'exploitant d'examiner l'envoi du reste du contenu de la cuve de confinement vers la filière déchet et de transmettre un BSD (si nécessaire), ainsi que la convention de rejet dans le réseau Eau pluviale.

Au niveau du regard avec électrovanne, il a été constaté un liquide noirâtre.

Par ailleurs, la procédure « EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DU BAC DE RETENTION DES CUVES LIQUIDES » en lien avec la détection de liquide dans la cuvette de rétention transmis par l'exploitant à l'issue de l'incident d'août 2023 est à clarifier et à revoir : il est indiqué qu'il est vérifié le contenu du bac de rétention de la présence que d'eau pluviale lors du déclenchement du gyrophare à la suite de la présence d'un niveau élevé dans le bac de rétention et que la cuvette est alors vidée dans le réseau d'EP ; **cette vérification uniquement visuelle ne permet pas d'attester qu'il n'y a que de l'eau et donc d'orienter le liquide vers le réseau EP.**

L'exploitant a transmis la facture du 29/03/24 pour travaux sur la cuvette de rétention

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Documents à transmettre :

1. sous une semaine :
 - le BSD d'élimination des eaux de la cuve de confinement le cas échéant ,
 - la convention de rejet dans le réseau Eau pluviale

2- sous 1 mois :

- Une caractérisation du liquide noir présent dans le regard avec électrovannes

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Levée de Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/12/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Levée de Mise en demeure
Prescription contrôlée : Article 1 - La société SAMAB exploitant une usine de nutrition animale comportant un silo de stockage de céréales sise zone industrielle du Pavement à Craon est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2010 et de l'article 66 de l'Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisés en transmettant dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté un nouveau rapport Q18 ne mentionnant plus de risque d'incendie ou d'explosion ou tout justificatif apportant les mêmes garanties. Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.
Constats : Le certificat Q18 n°1364378-005-1 du 15/06/2023 indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (vérification partielle). Au vu de ces éléments, il est proposé à Madame le Préfet de lever la mise en demeure du 06 décembre 2022 prise suite à l'inspection du 20 septembre 2022 et de rappeler à l'exploitant de réaliser une vérification complète lors d'un prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.6	
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie	
Prescription contrôlée : AP du 02/07/2010 Article 7.5.6. Protection des milieux récepteurs- Bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou du dispositif équivalent doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.	
Constats : L'exploitant indique que le calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction incendie a été réalisé à partir du document D9A lors de l'étude de danger de 2012, le volume total retenu pour le site est de 400 m ³ ; ce calcul détaillé n'a pas été remis lors de l'inspection. L'exploitant indique que la rétention des eaux d'extinction réalisée dans les différentes fosses et cuves du site (voir tableau) et que l'addition des différentes capacités de rétention du site aboutit à un volume disponible de 895 m ³ . Le détail des volumes avec tableau extrait de l'étude de danger de 2016 a été transmis : Les volumes ne sont pas justifiés (PV de recollement, attestation volumétrique par exemple). Par ailleurs, leur réelle étanchéité n'a pu être évaluée pour tous (non accessibilité). Concernant la fosse Benne peseuse 1 et Fosse broyeur, celles-ci sont accessibles et sont conjointes ; le sol en ciment est dégradé sur quelques cm ² ce qui peut impacter leur étanchéité. Les plans transmis en amont n'indique pas l'emplacement de toutes les fosses, leur volume et leur dénomination.	
Zone	Volume (m ³)
Fosse réception MP	280
Fosse réception	15
Fosse réception céréales + ss-sol	180
Fosse Benne peseuse 1	180
Fosse Benne peseuse 2	70
Fosse broyeur	40
cuve enterrée (rétention)	60
cuve enterrée (non utilisée)	50
Total	875

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu : <ul style="list-style-type: none"> • une justification des volumes réels des cuves et fosses (dont un plan les localisant) • une vérification de leur étanchéité et réfection si besoin
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
AP du 02/07/2010 Article 7.5.6. Protection des milieux récepteurs- Bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou du dispositif équivalent doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Il n'y a pas d'organe de commande: les eaux d'extinction vont dans les différentes cuves ou fosses de manière gravitaire. L'exploitant déclare que les eaux d'extinction seraient ensuite pompées et évacuées en filière déchet. L'électrovanne permet de diriger vers le réseau EP ou vers la cuve enterrée de confinement. Les modalités de fonctionnement des électrovannes sont à transmettre notamment en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/10, article 7.5.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.5. Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[..]</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, <p>[..]</p> <p>la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,</p> <p>[..]</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune consigne lors d'un incendie n'a été remise, décrivant notamment le fonctionnement de la commande des électrovannes vers le réseau EP ou la cuve de confinement ou encore la gestion des eaux incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois